

## ARRETE DE REPRISE DE TRAVAUX

Place du 8 mai 1945  
93200 SAINT-DENIS

### LE MAIRE DE LA VILLE DE SAINT-DENIS

**Mairie  
de Saint-Denis**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu l'ordonnance n°2208360 du Tribunal administratif de Montreuil rendue le 14 juin 2022 prononçant la suspension des travaux sur la place du 8 mai 1945 à Saint-Denis, en vue du déménagement du marché de Saint-Denis,

Vu le permis de démolir n°PD 093 066 22 A0011, en date du 25 juillet 2022, accordé à l'Etablissement public territorial Plaine Commune,

Vu l'arrêté en date du 29 juillet 2022, de non opposition à déclaration préalable n° DP 093 066 22 A0159 déposée par l'Etablissement public territorial Plaine Commune,

Considérant que par ordonnance n°2208360 en date du 14 juin 2022, le Tribunal administratif de Montreuil a suspendu les travaux sur la place du 8 mai 1945 à Saint-Denis, dans le cadre du déménagement du marché de Saint-Denis,

Considérant que l'ordonnance susvisée en date du 14 juin 2022 du Tribunal administratif de Montreuil précise que « Cette suspension ne fait pas obstacle à ce que la reprise des travaux soit ordonnée, le cas échéant, sur le fondement d'une décision prise après obtention des autorisations d'urbanisme requises »,

Considérant que par arrêté en date du 25 juillet 2022, le permis de démolir n°PD 093 066 22 A0011a été accordé à l'Etablissement public territorial Plaine Commune,

Considérant que par arrêté en date du 29 juillet 2022, le Maire ne s'est pas opposé à la déclaration préalable n° DP 093 066 22 A0159 déposée par l'Etablissement public territorial Plaine Commune,

Considérant que les autorisations d'urbanismes requises ont été prises pour réaliser les travaux sur la Place du 8 mai 1945 à Saint-Denis, en vue du déménagement du marché,

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'autoriser la reprise des travaux susvisés,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup>

Est autorisée la reprise des travaux, sur la place du 8 mai 1945 à Saint-Denis et ce, conformément au permis de démolir n° PD 093 066 22 A0011 susvisé en date du 25 juillet 2022 et à l'arrêté susvisé de non-opposition à déclaration préalable n° DP 093 066 22 A0159 en date du 29 juillet 2022.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300662-20220801-2022-AJCM-136-DE  
Date de télétransmission : 01/08/2022  
Date de réception préfecture : 01/08/2022

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera notifié à l'Etablissement Public territorial Plaine Commune et publié.

**ARTICLE 3**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Seine Saint-Denis.

FAIT A SAINT-DENIS, LE 01 AOUT 2022



Pour le Maire de Saint-Denis  
et par délégation,

Sabrina ATTARI  
Adjointe au Maire

Publié le : 01 AOUT 2022

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa notification / publication. L'absence de réponse dans ce délai vaut décision implicite de rejet.*

*Un recours contentieux peut également être introduit par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7 rue Catherine Puig 93100 Montreuil-sous-Bois, dans les deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou de celle de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution du présent arrêté.*